

# **La reconquête par la Russie de sa puissance maritime**

quelles voies, pour quelles ambitions ?

Mémoire de géopolitique

du capitaine de frégate Antoine LECOQ

dans le cadre de l'étude dirigée "Les enjeux stratégiques des espaces océaniques "

Directeur : Contre amiral (2S) François CARON

Avril 2001

# LA RECONQUETE PAR LA RUSSIE DE SA PUISSANCE MARITIME

Sommaire

## **Partie I :**

### **La tradition russe**

Une tradition impériale  
L'impérialisme soviétique  
Une tradition maritime

## **Partie II :**

### **Les enjeux**

La mer Baltique  
La mer Noire  
La mer Caspienne et l'Asie centrale  
Les îles Kouriles et la mer d'Okhotsk  
L'océan Arctique  
La flotte militaire

## **Partie III :**

### **Les modes d'action**

Les voies possibles  
La méthode Poutine  
L'attitude de l'Europe

## Introduction

Parmi les bouleversements qui ont accompagné l'éclatement de l'URSS, la perte de littoral découlant de l'indépendance presque simultanée des pays Baltes et des pays de la mer Noire en 1991 a profondément modifié l'équilibre géopolitique en privant la Fédération de Russie, héritière de facto de l'empire soviétique, d'accès à la mer chèrement acquis au cours de son histoire.

On peut estimer entre 4000 et 5000 km le littoral qui, de souveraineté soviétique, a échappé à la Russie. Certes, c'est peu comparé aux 47000 km de littoral que compte encore le pays...! Mais ces kilomètres de rivages bordent des mers qui présentent un intérêt majeur à plus d'un titre. Ils donnent l'accès aux mers les plus fréquentées du globe que sont la mer du Nord et la Méditerranée, ils bordent des eaux riches de ressources diverses comme en mer Caspienne...

La Russie, pays continental, possède malgré tout une forte tradition maritime et revendique même une vocation dans ce domaine. Elle aspire à la puissance sur mer, et ce d'autant qu'elle l'a détenue par le passé. Se voir privée de littoraux hospitaliers ne peut la satisfaire. Ses intérêts stratégiques, économiques, politiques, sont en quelque sorte résumés dans ce défi qui lui est lancé : comment recouvrer les débouchés maritimes, ces milliers de kilomètres de côtes et leurs installations portuaires, ainsi qu'une marine cohérente ? Comment briser l'enclavement paradoxal du pays le plus étendu du monde ? Les enjeux sont considérables.

Quelles voies la Russie peut-elle suivre pour atteindre cet objectif ? L'histoire offre à ce propos de multiples facettes où le meilleur côtoie le pire, des traités inégaux et des conquêtes sanglantes à la défense héroïque du bien commun contre l'agresseur. La part d'ombre comme l'héroïsme sont présents dans le passé russe, impérial comme communiste. Y a-t-il néanmoins continuité entre le goût de la conquête qu'on prête aux Tsars et la volonté d'hégémonie soviétique ? Les voies d'un nouveau maritime, mais au vrai d'un nouveau tout court, dépendent des principes qui fonderont le nouveau régime moscovite. Le sujet est d'actualité, alors que Vladimir Poutine vient de fêter le premier anniversaire de son élection à la tête du Kremlin.

## Première partie

### La tradition russe

L'histoire russe fait l'objet d'un malentendu, sinon d'un préjugé. Dénoncé par Soljenitsyne dans plusieurs de ses ouvrages et en particulier dans *L'erreur de l'Occident*<sup>1</sup> ce malentendu établit une continuité entre l'expansion territoriale menée par les Tsars et l'hégémonie soviétique en tant que constante de la politique extérieure russe. Ce rapprochement n'est pas neutre car il ramène inexorablement toute réflexion prospective sur la géopolitique de la Russie au mode d'action impérialiste, « à la soviétique », partant du principe contestable que le Tsar ou le Soviet suprême, c'est tout un... Pourtant l'étude de près de mille ans d'histoire de la Russie permet de nuancer cette vision réductrice.

L'objet de cette rétrospective est de tenter de discerner dans l'histoire russe les constantes géopolitiques qui pourront donner la clé d'une politique future de la Russie dans sa reconquête de sa puissance, principalement de sa puissance maritime. Il est donc essentiel de distinguer dans ce passé ce qui appartient en propre au peuple russe, à l'âme russe, de ce qui lui est étranger. Le rapport de la Russie avec la mer est aussi fondamental, non seulement pour comprendre la place qu'occupe cette dernière dans la vie de ce peuple, mais pour mesurer ce que la possession de rivages généreux et hospitaliers représente pour lui.

Deux aspects paraissent s'imposer dans cette histoire millénaire quant à la politique qu'a menée la Russie vis-à-vis de l'extérieur. Une première tradition se distingue nettement, qui s'identifie au régime qui l'a assumée, sinon construite, c'est une tradition impériale que nous distingueront, suivant en cela Soljenitsyne, d'une caricature de cette tradition qu'est l'impérialisme communiste. La tradition maritime, séculaire, est moins connue. Elle est cependant très importante et digne d'intérêt.

---

<sup>1</sup> SOLJENITSYNE Alexandre, *L'erreur de l'occident*, Grasset, Paris, 1980.

## 1.1 Une tradition impériale

L'histoire russe peut se décomposer en deux blocs : avant et après 1917. Mais il est présomptueux de réduire les neuf cents ans d'histoire impériale russe, depuis la conversion de Vladimir en 988 à la chute de Nicolas II, dernier Tsar de la dynastie des Romanov, à un seul mode d'action. Une vision globale peut conduire à tailler à grands traits une histoire monolithique, où le même objectif conduirait l'action des souverains avec une continuité géopolitique exemplaire et démonstrative. En y regardant de plus près, force est de constater que l'expansion russe est abusivement considérée comme le fruit d'un expansionnisme qui serait comme la tare originelle d'un peuple insatisfait, irrésolu à se contenter de son immense territoire.

### 1.1.1 Les origines

Certes la caractéristique physique de l'empire né de la fondation par les Slaves de Kiev et de Novgorod au VIII<sup>ème</sup> siècle, affermi par Saints Cyrille et Méthode, vrais initiateurs de la civilisation russe, est d'être vulnérable. L'absence de débouchés maritimes est un handicap majeur au long de ces siècles où l'expansion des pays du bassin méditerranéen, de l'Europe Atlantique et de la mer du Nord se manifeste dans la multiplication des liens commerciaux et culturels avec les autres pays. La Russie naissante connaît, elle, les invasions mongoles et la soumission au Grand Khan et à sa Horde d'Or, puis au nord les luttes contre la Lituanie envahissante. Ce n'est qu'en 1502 qu'Ivan III, le premier à se faire appeler « souverain de toutes les Russies » tiendra tête aux forces de la Horde d'Or, émancipera la Moscovie après avoir envahi la Lituanie, et récupérera les territoires de Russie occidentale. A ce stade, il étend son autorité sur un état de près d'un million de kilomètres carrés, rassemblant la quasi-totalité de la population russe. « Désormais l'expansion se fera au *détriment* de populations étrangères » note le général Gallois<sup>2</sup>. L'approche négative que suggère ce « *détriment* » traduit le préjugé moderne qui voit dans toute expansion territoriale un viol des peuples ou de leur liberté, sans considération des inégalités de civilisation qui légitimaient bien souvent les conquêtes tout autant que les critères

---

<sup>2</sup> GALLOIS Général Pierre Marie, *Géopolitique les voies de la puissance*, Lausanne, L'Âge d'homme, Paris 2000, p.412.

proprement géopolitiques plus objectifs comme la géographie (proximité de la mer, relief, fécondité des sols...). L'expansion se fera néanmoins, et au fur et à mesure que s'étendra l'empire, la crainte de l'invasion et de l'encerclement se renforcera. Tout autour du territoire sous l'autorité d'Ivan III, qui ne possède pratiquement pas de protection naturelle dominant des forces hostiles... Au nord surgiront les armées suédoises que la flotte russe combattra par trois fois au XVIII<sup>ème</sup> siècle, à l'ouest la Pologne et la Lituanie empiètent sur les terres de L'État moscovite, au sud l'Empire ottoman veut lui interdire les rives septentrionales de la mer Noire et s'opposera régulièrement aux forces russes au cours des XVIII et XIX<sup>èmes</sup> siècles, enfin au sud-est les reliquats de la Horde d'Or – État de Kazan et États Tatars de la Caspienne - font peser une menace continuelle sur l'Empire.

### 1.1.2 La construction de l'Empire.

La construction de l'Empire nouveau va s'opérer selon la logique des cercles<sup>3</sup>, laquelle s'applique aussi, un peu avant, à l'Empire ottoman. A partir de l'œuvre d'Ivan III, son fils Ivan IV le Terrible, premier Tsar, conduira à son terme la conquête du premier cercle. C'est vers l'Asie et contre les Mongols qu'elle est dirigée. En 1552, Ivan conquiert le Khanat de Kazan qui demeure dans la mémoire russe comme une croisade épique et prend une dimension sacrée, véritable acte fondateur de l'Empire. La marche vers l'est est alors irrésistible : en 1556 Ivan complète la prise de Kazan par celle d'Astrakhan qui lui livre tout le bassin de la Volga jusqu'à la chaîne du Caucase et à la mer Caspienne. Au Nord, le Tsar possédait déjà la mer Blanche, où, en 1584 il allait fonder Arkhangelsk. L'Asie s'ouvre à l'armée impériale – bien hétéroclite à l'époque – sous les ordres d'Iermak, hertman des cosaques du Don, qui va conquérir la Sibérie en soumettant les bassins de l'Ob et de l'Irtych. Ce Iermak est comme la version russe du conquistador (il est contemporain de Pizarro et de Cortes), il incarne la vocation essentiellement continentale de l'Empire alors constitué. Mais la nécessité dictée par la géographie et les rapports de force qui interdisaient au Tsar les accès à la mer compte aussi. Les abords de la Baltique étaient tenus par les Suédois, les Litvaniens, les Polonais et les Teutons, ceux de la mer Noire par les Tatars de Crimée...

---

<sup>3</sup> BEHAR Pierre, « Problèmes éternels de l'éternelle Russie », *Géopolitique*, n°54 été 1996, pp.12-23.

Progressant en sédentaires qui fondaient des villes affirmant par là une vocation civilisatrice, non pas en nomades sillonnant des steppes comme les cavaliers mongols, les Russes mirent un siècle pour rejoindre l'extrémité est : le Kamtchatka était atteint en 1694. Mais on peut dater de 1689 la conquête du premier cercle, tatar et sibérien, avec le traité de Nertchinsk qui délimitait les possessions respectives de la Chine et de l'Empire.

Commence aussi avec Ivan IV le Terrible (1533-1584) le règne des autocrates. Ce n'est en somme que la pratique russe d'une nouvelle conception de l'autorité du souverain, telle que la conçoivent ses contemporains Henri VIII et Elisabeth d'Angleterre, ou les rois et les princes luthériens, qui dégagés de la tutelle de Rome semblent accaparer tout le pouvoir... Cette émancipation spirituelle du prince n'est pas sans importance, car elle se traduira par une pratique politique affranchie des principes, sans frein à l'ambition ou à la folie de certains souverains. Elle explique en partie la réputation de cynisme qu'on attribue à la Russie.

Le premier cercle fut asiatique, le second fut européen. Pierre I<sup>er</sup> (1682-1725) subordonna la politique étrangère du pays au but principal qu'il s'était fixé : maîtriser la Baltique et la mer Noire. Ce Tsar resté dans l'histoire comme le Grand, fut communément appelé par son peuple *l'Antéchrist*<sup>4</sup>. Ce trait mérite d'être relevé car la rupture spirituelle du Tsar avec son peuple qu'il sous-entend se reproduira quarante ans plus tard avec Catherine II (1762-1796). Or ces deux souverains ont la même attirance pour l'étranger, allemand de préférence. Leur politique s'en ressentira.

Pierre I<sup>er</sup> fonde en 1712 sa nouvelle capitale sur l'embouchure de la Néva, c'est Saint-Pétersbourg. Pendant vingt ans la lutte pour la suprématie en Baltique l'opposera à la Suède. Le traité de Nystad en 1721 consacre la Russie - qui reçoit la Carélie, l'Ingrie, l'Estonie et la Lettonie - première puissance en Baltique.

La Grande Catherine poursuivra l'extension de l'Empire vers l'ouest et de 1772 à 1795, participera au démantèlement de la Pologne, acquerra la majeure partie de l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie. Il est sans doute difficile de distinguer dans ces conquêtes celles qui répondent à des nécessités géopolitiques et celles qui relèvent de préoccupations de puissance peu avouables, néanmoins elles paraissent plus imputables à la politique personnelle de l'impératrice

---

<sup>4</sup> LEDIT J. « Russie, l'autocéphalie moscovite » col.325, in *Dictionnaire de théologie catholique*, Paris ; 1939.

qu'à un hypothétique *impérialisme russe séculaire*. Vers le sud, la politique suivie par la sulfureuse Tsarine reste cependant plus conforme aux vues de ses prédécesseurs. Une suite de traités avec la Porte permet d'acquérir le Khanat de Crimée augmenté de la possession d'Odessa. La Russie, qui était depuis toujours cantonnée dans la mer d'Azov, a désormais plein accès à la mer Noire. Les agrandissements ultérieurs (prise de la Finlande en 1809) ne font que renforcer les conquêtes du second cercle, jusqu'en 1815.

« Le troisième cercle, que le XIX<sup>ème</sup> siècle allait voir naître serait gagné sur les marches méridionales de la Sibérie. Essentiellement conquis sur la Chine, il serait turco-mongol »<sup>5</sup>. C'est l'achèvement de la conquête du Caucase, jusqu'à la Géorgie et à l'Arménie orientale. Puis viennent les immenses territoires à l'est de la mer Caspienne : Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizie. Enfin, en 1860, les Russes fondent, sur la mer du Japon, Vladivostok, la « maîtresse de l'orient ». Les pionniers Behring et Tchirikoff avaient au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle découvert l'Alaska. En 1867 la Russie vendit aux USA ce morceau d'Amérique dont elle ne savait que faire. Le troisième cercle (le monde turco-mongol) s'achève.

L'expansion de l'Empire russe d'Ivan III à Nicolas II est un fait indiscutable : territorialement et politiquement, elle répond à une vision de la Russie et de sa vocation impériale. Mais les diverses conquêtes n'ont pas toutes été motivées par les caprices des princes, certaines répondaient à une nécessité vitale de sécurité comme pour la marche vers l'est ; d'autres y associaient un besoin d'échanges avec le monde lointain comme pour les débouchés sur la mer Baltique et la mer Noire. En outre les souverains ne se sont pas tous comportés avec le cynisme d'un Pierre Ier ou d'une Catherine II, ou la brutalité d'un Ivan le Terrible. Réduire l'histoire impériale russe à ces trois souverains, certes exceptionnels par leur personnalité, est une approche fréquente mais discutable. Si Ivan IV mena des guerres injustifiables, il sut défendre la terre russe contre les agressions de ses voisins teutons et polonais, ainsi que dans sa lutte séculaire contre les Tatars. Pierre Ier, imprégné de culture allemande, était quant à lui l'adversaire résolu d'un passé qu'il méprisait. Il voyagea beaucoup en Europe et ramena beaucoup de projets grandioses, mais

---

<sup>5</sup> BEHAR Pierre *op.cit.*

demeura hostile à son peuple : son œuvre mérite d'être étudiée avec discernement. Catherine, née Anhalt-Zerbst, était, elle, saxonne de tout son être et fut élevée par des huguenots. Il est raisonnable – compte tenu de son immoralité notoire - de mettre au compte de l'orgueil et du désir de puissance sa conversion à l'orthodoxie. Identifier sa politique à l'âme slave et russe paraît pour le moins hasardeux.

Cela ne veut pas dire que ces souverains n'ont pas œuvré pour le bien de leur pays. Ils ont conquis et mené des réformes, modernisé et modelé l'Empire. Mais tenir de leur comportement une ligne directrice de la politique séculaire russe est une interprétation discutable pour tenter de déterminer aujourd'hui les voies d'une Russie nouvelle, réconciliée avec son passé, notamment religieux.

## **1.2 L'impérialisme soviétique**

Officiellement, l'empire russe disparut en 1917 : il était transformé en Union de Républiques libres. Son territoire était amputé, à l'ouest surtout, des pays non-russes qui retrouvaient leur liberté : la Finlande, les pays Baltes, la Pologne... Était-ce l'esprit de l'Empire qui subsistait ? La politique des révolutionnaires s'inscrivit apparemment dans le droit fil de la tradition tsariste. Les contre-offensives de l'Armée Rouge dans les pays Baltes et contre la Pologne (1920) l'illustrent avec éclat. Plus tard, quand Staline se laissa officiellement magnifier par Eisenstein sous les traits d'Ivan le Terrible, il confirme le rapprochement. L'extension de l'influence de la Russie, devenue soviétique, dans toute l'Europe centrale était-elle un accroissement de l'empire russe ? Sur le plan géopolitique, il est incontestable que cela y ressemblait. Ces états sans souveraineté étaient dirigés par des gouvernements fantoches aux ordres de la métropole moscovite. Le partage du monde à Yalta en 1945, où Staline impose ses vues à un Roosevelt affaibli et à un Churchill bien peu clairvoyant, est l'illustration d'une conception totalitaire de la politique étrangère. Les événements de 1956, à Budapest, puis de 1968 à Prague, confirmeront l'emprise bolchevique sur toute une partie du monde. L'invasion de l'Afghanistan répondait aux mêmes principes, avec en arrière-plan une préoccupation géopolitique séculaire : la mer n'était plus qu'à quelques centaines de kilomètres...

Relisons Soljenitsyne : « C'est alors que, pour la première fois, au su du monde entier, entraînant des millions de personnes, le communisme a enfourché le nationalisme russe. *Oui,*

*l'assassin a enfourché sa victime à moitié morte.* »<sup>6</sup> Ainsi s'est installé le malentendu décisif, voulu et exploité par Staline. Le pouvoir soviétique mena une politique d'expansion, au nom de l'idéologie communiste sous couvert d'une continuité géopolitique avec le passé impérial russe. L'imposture demeure. Avec beaucoup d'intelligence les maîtres successifs de l'URSS jouèrent de cette ambiguïté où les tares prétendues du régime impérial *russe* servaient de paravent à leurs visées impérialistes *non-russes*. Est-ce un hasard si les commentaires des historiens qui démontrent cette continuité ne citent que les trois souverains déjà cités qui s'émancipèrent ouvertement de la tradition russe, par ailleurs foncièrement religieuse. Ainsi l'explique Mgr Rupp dans un maître ouvrage<sup>7</sup> : « La politique extérieure de la vieille Russie n'a pas été le tissu de machiavélisme et d'esprit dominateur qu'imaginent les Occidentaux. Certes, Pierre le Grand, *le Néerlandais*, et Catherine *l'Allemande* ont régné par la ruse et la violence, faisant fi des scrupules et des traditions, disons même de la Foi et de la Morale. Mais les empereurs plus slaves des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, leur entourage et leur clientèle ont été très idéalistes. Ils eurent constamment le souci de la Chrétienté, de ses droits et de ses intérêts ».

La querelle n'est pas sans importance, comme on le verra en explorant les modes d'action qui s'offrent à la Russie nouvelle enfin émancipée de son emprise communiste. Le peuple russe ne peut certes pas oublier les soixante dix ans de communisme dont il a bien fallu qu'il s'accommode, mais le communisme n'est pas russe et le retour à l'âme russe, foncièrement religieuse, est un enjeu majeur pour ce pays fragilisé dont dépendra son avenir et les voies qu'il empruntera pour reconquérir le rang qui est le sien sur la scène internationale.

### **1.3 Une tradition maritime séculaire**

En 1996, la flotte russe fêtait ses 300 ans d'existence. Ce ne fut en effet que sous le règne de Pierre le Grand que la Russie pût briser son isolement continental et avoir accès aux espaces maritimes. L'empereur vit dans la création d'une flotte régulière une des plus importantes tâches posées au pays et l'on peut dire que son accomplissement devint sa plus grande préoccupation. L'oukase de la Douma fondant la flotte date de 1696... « Que les vaisseaux de mer soient... »<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> SOLJENITSYNE Alexandre, *L'erreur de l'occident*, Grasset, Paris, 1980, p.80.

<sup>7</sup> RUPP Monseigneur, *Héros chrétiens de l'Est*, Lethielleux, Paris, 1972, pp.137-138.

<sup>8</sup> MICHANOV Valentin, (dir.) *La flotte de l'Empire de Russie*, Saint Pétersbourg, 1996.

Les tentatives précédentes remontaient à Ivan le Terrible pendant la guerre livonienne (1558-1583), elles avaient toutes été vouées à l'échec.

Les Slaves orientaux entreprirent pourtant leurs premières expéditions maritimes il y a plus de mille ans... Ils savaient construire des bateaux et possédaient les secrets du métier de marin. Des documents datant du VI<sup>ème</sup> siècle témoignent que les Byzantins appréciaient l'habileté des navigateurs slaves. Ce n'est pas un hasard si au IX – X<sup>èmes</sup> siècles, la mer Noire s'appelait « mer Russe ». Ce pays souvent présenté comme l'exemple de l'empire continental est donc aussi un pays de marins !

Quelques événements marquants sont comme des jalons dans l'histoire de la marine russe, ils illustrent l'ambition d'un pays qui ne sut pas adopter la constance nécessaire pour conserver ce que les générations successives de princes et de ministres clairvoyants avaient édifié.

En fondant St Pétersbourg à l'embouchure de la Néva et en la désignant capitale de l'Empire de Russie en 1712, Pierre I<sup>er</sup> en affirme incontestablement la vocation maritime. La paix de Nystad qui mit fin à la guerre du Nord avec la Suède, rangea la Russie parmi les plus grandes puissances navales. Elle avait créé une redoutable marine de guerre. Mais à l'époque pétroviennne, la flotte russe ne se borna pas à remporter d'éclatantes victoires militaires. Dès sa fondation, marins et navigateurs entreprirent l'étude des mers, des rivières et des lacs. C'est ainsi qu'une expédition du Kamtchatka fut organisée en 1724, chargée de résoudre la question de la jonction de l'Asie et de l'Amérique. Le commandement fut confié au capitaine Vitus Béring, c'est au cours de cette expédition qu'il découvrit le détroit séparant l'Alaska de la Sibérie, qui porte aujourd'hui son nom. C'est sous le règne de Catherine II que la flotte russe, un peu délaissée auparavant, connut un renouveau. Les chantiers navals reprirent des constructions de qualité, la formation des cadets fut reprise en main. L'évolution économique et politique de la Russie exigeait que le pays ait des débouchés sur la mer d'Azov et la mer Noire. Ce fut une première guerre russo-turque (1768-1774) qui se conclut par l'annexion de la Crimée (1783). Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle la flotte russe s'opposa à quatre reprises aux forces turques<sup>9</sup> pour la suprématie en

---

<sup>9</sup> Les grandes étapes de ces conflits chroniques sont les suivantes :

- 1806-1812 : alliance anglo-russe contre la Turquie
- 1828-1829 : la Russie obtient en 1829 le littoral de la mer Noire depuis l'embouchure du Kouban jusqu'à Poti.

Les Détroits sont déclarés ouverts à la navigation russe.

mer Noire, avec en toile de fond la libération de la Grèce et des Balkans du joug ottoman et la liberté dans le détroit des Dardanelles. La fin du siècle vit la reconstitution d'une puissante force maritime qui rehaussa le prestige international de la Russie. Cette époque fut marquée par un rapprochement politique et militaire entre la France et la Russie. Il fut l'occasion de visites réciproques de grandes escadres dans les années 1891-1893. Les forces maritimes franco-russes étaient alors sensiblement supérieures aux forces navales de la Triple-Alliance.

En 1905, la Russie connaîtra alors l'un des plus grands drames de son histoire maritime : la flotte russe fut écrasée par la flotte japonaise dans le détroit de Corée, à proximité des îles de Tsushima<sup>10</sup>. Les circonstances de cette expédition incertaine en ont fait une véritable épopée qui reste gravée dans la mémoire collective populaire<sup>11</sup>. Après cette défaite, la Russie dut reconnaître qu'elle était incapable de continuer la guerre qu'elle menait contre le Japon qui s'opposait à l'influence russe en Asie orientale. La Russie dut accepter le protectorat japonais sur la Corée, retira ses troupes de Mandchourie et céda Port-Arthur au Japon, ainsi que le Sud de l'île de Sakhaline (jusqu'au 50° parallèle).

Il faudra attendre les années soixante pour retrouver une marine russe capable de revenir au premier rang et même rivaliser avec la marine américaine, sur le plan quantitatif et qualitatif, ainsi que sur le plan doctrinal<sup>12</sup>.

---

- 1853-1854 : la Russie est opposée à une coalition où entraient la France, l'Angleterre et la Turquie. Le siège de Sébastopol dure 349 jours. La mer Noire sera interdite aux navires de guerre (traité de 1856 à Paris).

- 1877-1878 : les Balkans se soulèvent contre le joug ottoman, soutenus par la Russie. Le traité de San Stefano met fin à la guerre : la Russie récupère une partie du territoire perdu lors de la guerre de Crimée.

<sup>10</sup> Le CF Sémenoff, rescapé de la fameuse bataille l'a relatée dans quatre ouvrages dont les titres expriment la dimension morale, mystique même, que revêtait cette épopée dans le cœur du peuple russe : *l'expiation, la marche vers le sacrifice, l'agonie d'un cuirassé, le prix du sang*, Paris, Challengemol, 1910. Ces ouvrages éclairent d'un jour nouveau l'âme russe et la dimension spirituelle qui est donnée à tout événement national.

<sup>11</sup> La perte tragique du sous-marin Koursk, en août 2000, a été l'occasion de reparler de cette tragique défaite.

<sup>12</sup> L'amiral Sergeï Gorshkov : succède en 1956 à l'amiral Koutnetsov, en tant que commandant en chef de la marine soviétique. Il conçoit, fait construire et commande la nouvelle force maritime de l'URSS. En 1976 est publié son principal ouvrage « *La puissance maritime de L'État* ». En un quart de siècle – il est resté à la tête de la marine jusqu'en 1986 ! – il a donné à l'URSS la plus puissante des forces navales et a aussi largement contribué au développement des marines de commerce, de pêche et d'exploration soviétique.

## 1.4 Conclusion

L'histoire russe est marquée par la recherche du désenclavement. Ce pays en effet a fondé son expansion vers l'ouest et le sud sur l'accès à des mers plus hospitalières que l'Océan Arctique au nord, ou la mer d'Okhotsk en partie gelée l'hiver à l'est. Cette expansion menée pendant neuf cents ans par le pouvoir impérial n'a pas toujours été tyrannique, mais au contraire bienveillante et civilisatrice, même si certains souverains plus cyniques que les autres incarnent abusivement un impérialisme, par ailleurs plus allemand que russe.

Il paraît réducteur d'établir comme un fait de nature une continuité entre la période impériale et la période soviétique : la démonstration peut convaincre en ce qui concerne certains princes, elle est discutable quant aux constantes de la politique russe. Au delà du régime tsariste, la Russie impériale était aussi religieuse. Ce fait revêt une importance considérable aujourd'hui où la Russie doit retrouver sa vraie nature pour engager la reconquête d'un espace et d'une puissance maritimes à laquelle des siècles d'histoire souvent glorieuse la poussent.

## Deuxième partie

### Les enjeux

L'accès à la mer a été depuis Ivan IV un objectif stratégique prioritaire qui ne répondait pas au caprice des princes, mais à une nécessité géopolitique évidente: un aussi grand territoire doit maîtriser ses frontières. Celles qui le séparent du monde asiatique au sud sont naturelles, constituées de chaînes de montagnes difficilement traversables. Au nord l'océan Arctique est un espace suffisamment rude pour décourager toute tentative agressive. Il restait l'est et l'ouest : l'expansion russe s'est naturellement faite là où le terrain s'y prêtait. La mer Baltique et la mer Noire sont les frontières naturelles qui prolongent les limites marquées sur terre par l'Ukraine et la Pologne. Que cette dernière ait été maintes fois le théâtre d'arrangements « diplomatiques » à ses dépendants entre ses voisins russe et allemand n'est pas à rechercher ailleurs que dans la caractéristique physique du territoire polonais fait de grandes plaines sans autres obstacles que ses fleuves. L'Ukraine est le berceau de la Russie séculaire : elle est séparée du reste de l'Europe par la chaîne de montagnes des Carpates, qui forme cette frontière naturelle qui fait tant défaut à son voisin du nord. Entre la Russie et l'Ukraine quel obstacle pourrait empêcher la réunion des deux peuples, aux origines communes ? Le rapprochement qui semble se réaliser en ce moment entre les deux états est comme une nécessité, leur union est presque un fait de nature.

Les deux théâtres maritimes de l'ouest de la Russie semblent être comme un condensé des enjeux stratégiques, économiques et politiques qui sont posés à la Fédération.

#### 2.1 La mer Baltique

(cf. carte, annexe 2)

L'enjeu est d'abord stratégique, ensuite économique. En retirant leur troupes, d'Allemagne de l'Est d'abord (1990-91), de Pologne ensuite (1992), des États Baltes enfin (1994), les stratèges de l'ex-Armée rouge et de la Flotte de la Baltique ont vu disparaître un à un leurs ports militaires dans la zone. Il ne leur reste aujourd'hui plus que deux bases navales dans l'espace balte, celle de Cronstadt, à une encablure de St Pétersbourg - mais elle est souvent prise par les glaces - et celle

de Baltiisk, à quelques kilomètres de la ville de Kaliningrad (80 km de littoral), enclave dont on a pu voir dans l'actualité récente<sup>13</sup> qu'elle reste perçue comme une anomalie et une occasion d'inquiétude pour certains pays au premier rang desquels la Pologne. L'enjeu stratégique se résume dans la crainte russe souvent évoquée d'une enclave russe « prisonnière » de l'OTAN si la Lituanie devait adhérer à l'Alliance - la Pologne en est membre depuis 1994 - ce qui est régulièrement envisagé. La Russie considère en effet l'OTAN - fortement marquée par son origine anti-soviétique - comme une organisation tournée contre elle et fait de son élargissement vers l'est un véritable casus belli.

La présence russe dans des eaux non gelées à la saison froide est en outre un élément à ne pas négliger. Elle permet à la flotte et à l'armée russes de disposer d'une capacité d'intervention plus grande à partir de la Baltique, mais c'est aussi une affirmation politique de la part de la Russie qui peut se considérer comme chez elle. La légitimité russe de l'enclave est par ailleurs discutée, notamment par les Allemands qui savent l'ancienne Koenigsberg berceau de la Prusse et à ce titre du nationalisme allemand.

Au travers de l'élargissement envisagé de l'OTAN, c'est donc le duel entre une Russie enfin émancipée de son passé communiste et des États-Unis attentifs à ne pas permettre une reconstitution du pacte de Varsovie qui se poursuit. Les protagonistes n'ont pas changé (en apparence...) , mais les motifs de s'opposer ont profondément évolué, peut-être ont-ils même disparu ? C'est en filigrane ce que suggère le discours russe qui supporte mal d'être implicitement désigné comme l'adversaire par l'existence et l'extension de l'OTAN dans l'ancienne zone de contrôle soviétique. La relation entre la Russie et l'Europe prend alors toute sa dimension : le jeu de Moscou étant de convertir à sa cause des pays européens dont les intérêts pourraient plus converger vers les siens que vers ceux de Washington. Comment peut faire la Russie ? En tout état de cause, son statut de pays riverain de la Baltique, s'il n'est pas contesté, est ressenti par beaucoup comme un obstacle à la constitution d'une union fédérée autour des

---

<sup>13</sup> En janvier 2001, une campagne de presse a vu le jour (dans le Washington post) relatant le redéploiement par les forces russes de missiles nucléaires tactiques depuis juin 2000 dans l'enclave de Kaliningrad, à l'encontre de l'engagement russe de dénucléariser la Baltique. Le président russe lui-même a dû démentir. Cette campagne orchestrée par des milieux américains semble ne reposer sur d'autres fondements que des rumeurs, elle illustre au demeurant combien la question de cette enclave est sensible et peut envenimer les relations entre la Russie et l'OTAN.

États-Unis... dans la mouvance de l'OTAN. Cette perspective ne peut qu'encourager le pouvoir moscovite à défendre avec fermeté ses vues sur ce théâtre.

L'enjeu économique est réel bien que secondaire. L'intérêt de la Baltique sur le plan commercial est méconnu : les caractéristiques de cette mer fermée, ou presque, sont de fait assez contraignantes (les glaces obligent en effet à utiliser des brise-glace l'hiver), et imposent des conditions strictes pour le trafic, la pêche et l'exploitation des ressources. Néanmoins cette mer est un élément de cohésion majeur pour tous les états qui la bordent. Par la proximité géographique, tous ces pays sont des partenaires commerciaux et représentent une destination privilégiée de l'investissement direct des entreprises des pays de l'interface maritime : les perspectives en terme d'investisseurs sont impressionnantes (Scandinaves, Allemands, Suisses, Japonais et Chinois...). La Russie s'emploie d'ailleurs à faire de l'enclave de Kaliningrad une sorte de Hong Kong balte en la déclarant zone franche, avec des résultats mitigés pour l'instant.

L'avenir de l'espace baltique est prometteur et l'attitude de la Russie y sera très décisive. Elle s'y trouve face à l'OTAN – et donc aux États-Unis - mais aussi à l'Europe et trouve ainsi une sérieuse opportunité de jouer un rôle dans des domaines pas seulement militaires.

## **2.2 La mer Noire**

(cf. carte, annexe 3)

« Charnière entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, la mer Noire est le support d'un ensemble hétérogène intégrant plusieurs sous-systèmes, du monde slave oriental à la péninsule anatolienne, et comprenant deux zones caractérisées par une instabilité politique chronique : le Caucase et les Balkans... »<sup>14</sup> Cette citation de M. Foucher pose le décor.

Le cas de la mer Noire est assez comparable – mutatis mutandis - à celui de la mer Baltique. En effet, la Russie a perdu tout le littoral aujourd'hui propriété de l'Ukraine (près de 3000 km), ainsi que le rivage géorgien. La Fédération se retrouve donc avec un tracé littoral coincé entre la Crimée ukrainienne et la côte géorgienne. Le contentieux qui a marqué la

---

<sup>14</sup> FOUCHER Michel, *Fragments d'Europe*, Fayard, Paris ; 1993.

séparation des deux pays dans les années qui suivirent la déclaration d'indépendance ukrainienne semble aujourd'hui dépassé : il a quand même duré près de quatre ans, jusqu'à l'élection du président Koutchma<sup>15</sup>. L'un des enjeux était la flotte de la mer Noire, avec certaines unités de prestige (mais aussi beaucoup de trompe-l'œil et de poussières navales...), les infrastructures portuaires (les grandes bases étaient Odessa, Sébastopol, Kerch... en territoire ukrainien) et bien sûr la maîtrise du théâtre, sur fond de potentiel stratégique<sup>16</sup>. Le pouvoir de Kiev a nettement tenté de faire monter les enchères, mais il semble qu'à ce jeu Moscou ait finalement gagné. La Russie détient donc encore Sébastopol et maintient une flotte assez modeste, aux ambitions mesurées. La perte de la Crimée va néanmoins obliger Moscou à développer le port de Novorossiisk . Le cas de la Géorgie, en matière de débouché littoral, est assez marginal sur le plan militaire : seul le port de Soupsa présente quelque intérêt.

Quoiqu'il en soit, le maintien d'une flotte conséquente en mer Noire revêt une importance considérable aux yeux de Moscou. La proximité des Balkans, les futurs débouchés d'oléoducs en provenance de la mer Caspienne, la seule voie d'accès vers la mer Méditerranée et bien sûr la présence de la Turquie en verrou de cette mer fermée, sont autant de motifs pour garder une présence forte dans l'ancienne « mer russe ». Les enjeux stratégiques et économiques sont là étroitement imbriqués.

La mer Noire est fermée au Sud par le détroit turc du Bosphore. Or, la Turquie appartient à l'OTAN. L'enclave est donc évidente et on imagine que Moscou est jaloux de son influence dans cette zone : là encore la question de l'élargissement est un casus belli. Que l'Ukraine et la Géorgie deviennent membres de l'Alliance et l'enclave serait complète.

L'enjeu économique est lié au pétrole. Le tracé des oléoducs partant de la Caspienne (cf annexe 4) est très controversé et sujet à de vives oppositions entre les États. Trois logiques s'affrontent . Celle des États-Unis consiste à diriger vers l'ouest la plus grande partie des combustibles fossiles pour leur propre consommation mais aussi afin de le disputer à la Russie, à

---

<sup>15</sup> Léonid Koutchma, élu président de l'Ukraine en 1994 en remplacement de Léonid Kravtchouk a mené une politique tournée vers un partenariat stratégique – consenti ou subi - avec la Russie. Cette disposition plus conciliante avec les visées russes a contribué à faciliter la résolution du litige. Néanmoins, L.Koutchma refuse résolument de passer pour un vassal de Moscou. (SHERR James, « L'Ukraine, la Russie et l'Europe » *Géopolitique* n°54 été 1996).

<sup>16</sup> Les négociations entre l'Ukraine et la Russie ont largement porté sur la répartition des armes nucléaires, issues du formidable arsenal de l'URSS dont beaucoup étaient stationnées en Ukraine.

l'Iran et à la zone Asie-Pacifique. La Russie quant à elle veut diriger pétrole et gaz vers le nord afin d'en irriguer l'Europe et à l'est, l'Asie Pacifique. La troisième logique est celle des pays pétroliers du Golfe, dont l'Iran, qui veulent attirer vers le sud le flux d'or noir afin d'en faire commerce avec leurs clients habituels. On mesure la complexité du dossier en observant que l'oléoduc Bakou-Novorossiisk débouchant donc sur le littoral russe en mer Noire, traverse la Tchétchénie et passe même à Groznyï : il a dû être détourné vers le nord en raison de l'instabilité de la région, mais on conçoit que la guerre de Tchétchénie ait une forte odeur de pétrole<sup>17</sup>. Un oléoduc reliant Bakou (en Azerbaïdjan) à la mer Noire - mais hors du littoral russe – débouche en Géorgie (à Soupsa). Les luttes d'intérêts sont considérables et les États-Unis ont clairement pris position et encouragé (ce sont des sociétés américaines qui agissent) le tracé défavorable à la Russie. En l'occurrence, la perte de littoral sur la mer Noire est un handicap vis-à-vis des débouchés des oléoducs : contourner la Russie devient possible.

L'enjeu stratégique autour de la mer Noire est politique et économique : la lutte que se livrent la Russie et les États-Unis est décisive compte-tenu des intérêts en jeu, la Russie qui se considère chez elle autour de la Caspienne, de la mer Noire et du Caucase – et d'une certaine manière l'est plus que les États-Unis ! – ne peut admettre d'être dépouillée d'une de ses principales ressources, au profit ou par l'intervention d'un pays qu'elle prétend concurrencer.

### **2.3 La mer Caspienne et l'Asie centrale**

(cf . carte, annexe 4)

C'est un théâtre complexe mais vital pour de multiples raisons dont certaines liées à l'or noir et au gaz, sur fond de guerres de religion entre l'Islam, l'Occident libéral de moins en moins chrétien et la Russie revenue à l'orthodoxie...

Au sud des ex-républiques soviétiques du Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) se trouve l'Iran, et au sud du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan (républiques de l'est de la Caspienne) se trouve l'Afghanistan de triste mémoire pour

---

<sup>17</sup> GALLOIS Général Pierre-Marie, « Guerre pour l'énergie », *Géopolitique* n°72, décembre 2000, pp.32-43.

l'Armée Rouge... Or, si l'URSS est intervenue à Kaboul en 1979, c'était, entre autres objectifs, pour maîtriser un accès de plus en plus probable à l'Océan Indien. Une fois placé l'Afghanistan dans la sphère d'influence de l'URSS, le Pakistan étant alors acquis à Moscou, les rives de Karachi s'offraient aux unités soviétiques. La fin de l'URSS a donc repoussé la Russie dans ses anciennes frontières, et surtout l'a éloignée des mers chaudes, qui constituaient en grande partie l'objectif des stratèges de l'URSS.

Bien que la mer Caspienne, mer fermée, ne fasse pas partie à proprement parler des espaces océaniques, elle est au cœur du sujet par ses implications. On a vu que les tracés des oléoducs sortant de la Caspienne sont objets de vives polémiques et contestations. Le fait religieux est aussi très présent. Les opérations menées par l'armée russe en Tchétchénie contre les rebelles musulmans prend parfois, dans la perspective du renouveau de l'orthodoxie en Russie, des allures de croisade contre l'Islam. Cette perception ne doit pas être considérée seulement comme un effet de rhétorique destiné à galvaniser les troupes : elle mérite qu'on s'y arrête. Car le monde musulman, quoique disparate et difficilement réductible à un mode d'action ou un comportement<sup>18</sup>, n'en garde pas moins une conception très conflictuelle des relations avec le monde chrétien, et surtout païen. Or, alors que les états se réclamant de l'Islam se renforcent dans le monde, l'Occident chrétien renie de plus en plus son passé religieux qui lui conférait sur le monde musulman une supériorité liée à l'histoire, et perd donc cette relative aura qui le protégeait. Que la Russie renoue avec ce passé chrétien, orthodoxe, qui fit sa grandeur et sa richesse spirituelles et elle devient aux yeux des musulmans les plus fondamentalistes, un ennemi, plus respectable peut-être, mais contre lequel la guerre sainte est légitime.

Les enjeux stratégiques sont majeurs dans le rapport de force entre l'Europe de civilisation chrétienne – dont la Russie se considère membre – et l'Orient musulman, et il est remarquable d'observer que les républiques musulmanes de l'est de la Caspienne sont très sollicitées par le pouvoir russe pour participer par exemple à la création éventuelle d'une « force de réaction rapide » sur le modèle de celle de l'UE (Cf. réunion du Traité sur la Sécurité Collective –TSC- en mai 2000 à Minsk, où Vladimir Poutine l'a proposée). La CEI est, elle aussi, relancée sur ces projets qui démontrent l'importance que revêt pour le pouvoir de Moscou cette partie de « l'étranger proche »... Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères russe a même affirmé que le

---

<sup>18</sup> CHAUPRADE Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses, Paris ; 1999, p.145-162.

problème de l'Afghanistan resterait pour les prochaines années « le sujet d'une préoccupation particulière » pour les états de la CEI.

Il est enfin notable de constater l'intérêt d'un autre grand pays régional, la Chine, pour l'évolution de l'Afghanistan. La Chine possède une partie de frontière commune avec Kaboul. Le groupe dit des « cinq de Shanghai » réunit la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan pour régler les différends frontaliers et assurer la stabilité dans la région. La présence de la Russie dans ce groupe dit assez sa volonté de développer un partenariat efficace au niveau régional.

De la manière dont la Russie va aborder le problème géopolitique majeur de l'évolution de l'Asie centrale et de la mer Caspienne dépendront beaucoup de comportements et donc d'événements dans les années à venir. Va-t-elle chercher à reconquérir ses positions d'hier ? Une nouvelle intervention militaire semble a priori exclue. D'autres solutions existent si l'objectif demeure. A ce propos, les visites du président Poutine aux différentes républiques de l'Est de la Caspienne ( la première en Ouzbékistan en mai 2000, le Turkménistan en août et le Kazakhstan en octobre...) illustrent parfaitement l'intérêt confirmé que la Russie manifeste pour cette zone dite de "l'étranger proche".

## **2.4 La mer D'Okhotsk, les îles Kouriles**

(cf. carte, annexe 5)

Dernier front littoral, où les enjeux stratégiques sont là encore considérables, c'est la façade est de l'ex URSS.

Il existe d'abord un contentieux historique entre la Russie et le Japon. Moscou n'a pas cessé, au XIX<sup>ème</sup> siècle, de faire pression sur Tokyo pour qu'il renonce à toute colonisation vers le Nord. La guerre russo-japonaise du début du siècle (1904-1905) était liée notamment à la revendication des deux pays sur la Mandchourie. Quant aux îles Kouriles et Sakhaline, Tokyo a toujours considéré qu'il s'agissait là de régions lui revenant « tout naturellement ». En 1875, le Japon avait obtenu la totalité des Kouriles, et en 1905 - année de la bataille navale de Tsushima -

la moitié sud de Sakhaline. Plus tard, lors de la guerre froide : comment l'URSS aurait-elle pu s'entendre avec un Japon devenu base avancée des États-Unis après sa reddition en 1945 ? La division entre l'Est et l'Ouest opposait inéluctablement l'URSS au Japon.

Or la fin de l'URSS a ôté à la Russie une grande partie de ses débouchés maritimes à l'ouest. De ce fait , l'Extrême-Orient russe, Vladivostok, la mer d'Okhotsk, et celle du Japon devenaient des relais pour une Russie qui voulait demeurer une puissance navale.

La guerre froide finie, on semble s'orienter vers une Russie qui, incapable de régler ses contentieux avec le Japon , songe à nouveau à une formule chinoise pour déboucher sur le Pacifique. Les accords Sino-russes de 1996, et entretenus depuis sont tournés contre les USA.

Aujourd'hui, les circonstances jouent en faveur de Moscou. Le Japon est affaibli par une succession de crises économiques et politiques et n'a pas la stabilité gouvernementale nécessaire à la pérennité de ses revendications territoriales. En outre, la Russie demeure un géant qu'il n'est pas raisonnable de provoquer. Le contentieux devrait donc persister ainsi que le statu quo. Une solution politique qui satisfasse les deux protagonistes paraît bien improbable.

## **2.5 L'océan Arctique**

(cf carte, annexe 6)

Le centième seulement du trafic maritime mondial emprunte l'océan Arctique. L'amiral Gorshkov insistait sur l'importance de la route septentrionale longeant la côte sibérienne<sup>19</sup>. Cet intérêt peut s'étendre sur tout le bassin arctique. C'est que cet espace maritime, bien peu hospitalier, est à la fois un espace stratégique du fait de la présence sous la banquise de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques, et de la proximité des blocs (Russie et Asie, États-Unis et Amérique) et un espace économique prometteur. Des spécialistes du bassin arctique font état d'au moins 50% des réserves mondiales de pétrole, de richesses en métaux rares, de l'exploitation envisageable de la géothermie<sup>20</sup>.

En outre, L'Arctique est à la fois une zone frontière et une voie de communication et de transport. Par l'Arctique et à travers ses mers adjacentes, la marine russe relie les deux principaux

---

<sup>19</sup> Cité par le général GALLOIS dans *Géopolitique, les voies... op.cit.*

<sup>20</sup> Géothermie associée à l'exploitation, à des fins énergétiques, de la différence de température entre l'air glacé de la surface et le fond de l'océan. Ce serait la source d'une inépuisable énergie...

bastions aéro-maritimes que sont la presqu'île de Kola à l'ouest et la mer d'Okhotsk à l'est. L'URSS a déployé des efforts considérables pour développer le littoral sibérien. Les Russes se considèrent comme les spécialistes de la navigation en zone polaire et aussi de l'exploitation des ressources du bassin arctique<sup>21</sup>.

La mer de Barents, située à l'Ouest de l'océan Arctique, a d'abord un intérêt majeur, c'est d'être libre de glaces toute l'année. C'est la raison pour laquelle les Russes y installèrent des infrastructures militaires (port de Mourmansk). Les ressources y sont multiples, notamment halieutiques et en hydrocarbures. La présence quasi permanente d'unités américaines dans ce théâtre, notamment des sous-marins nucléaires, s'explique par la proximité des bases navales russes, où sont stationnées les sous-marins stratégiques, lanceurs d'engins. Le naufrage du Kursk en août 2000 a ainsi été confirmé par les enregistrements des unités américaines dont la mission était de surveiller les activités de la marine russe. Cette présence américaine ne contredit par les règles du droit international<sup>22</sup>, elle est même connue des marins russes<sup>23</sup>, mais elle révèle une attitude hostile, soupçonneuse à l'égard d'un adversaire. Ce reliquat de la guerre froide montre encore l'intérêt porté par les États-Unis au potentiel naval de la Russie. Il légitime du même coup les préventions russes qui, où qu'elle se tourne à la périphérie de son territoire rencontre la méfiance américaine. Le face à face États-Unis / Russie est omniprésent.

## **2.6 La flotte militaire**

La puissance maritime ne se limite pas à l'accès à la mer, elle repose aussi sur la capacité à l'exploiter, économiquement et militairement. Cette capacité se décline d'abord par la marine sous ses deux aspects ou composantes que sont la flotte militaire et la flotte de commerce; c'est aussi une capacité industrielle de constructions navales civiles et militaires, enfin d'exploitation des ressources (halieutiques avec la flotte de pêche, off-shore, etc...). Dans ce domaine aussi l'état des lieux dix ans après la fin de l'URSS est accablant : tout est à reconstruire. Le potentiel

---

<sup>21</sup> GALLOIS Général Pierre-Marie, *Géopolitique, L'Âge d'homme*, Lausanne ; 1999, pp.322-323.

<sup>22</sup> Selon la convention de Montego Bay, la navigation au delà de la limite des eaux territoriales – 12 Nq - est libre.

<sup>23</sup> Les Russes eux-mêmes pratiquent ces missions de renseignement au large des côtes américaines, mais leur fréquence a bien diminué depuis dix ans. La présence américaine en mer de Barents n'en est ressentie qu'avec plus d'amertume par la marine russe.

en matière de ressources est cependant considérable. Les situations respectives de la marine de guerre et de la construction navale sont particulièrement exemplaires.

Quelques chiffres illustrent l'ampleur du défi : la marine a vu passer son tonnage de 4,5 millions de tonnes à la fin des années 80 à 2,2 millions aujourd'hui. De 480 000 hommes, la marine est passée à 176 000 en 2001. Le problème majeur de la marine russe, son éparpillement aux quatre coins du territoire, rend la restructuration très difficile. Pendant les dix années qui suivirent l'éclatement de l'URSS, de nombreux chantiers ont été interrompus, les coques inachevées laissées à l'abandon. Le taux de disponibilité des unités officiellement en service est des plus bas, l'inactivité des bâtiments les a rendu fragiles. Sur 1500 bâtiments environ, toutes classes confondues, plus de 800 seraient hors d'état, et environ 600 seraient opérationnels.

Le naufrage tragique du Koursk, le 12 août dernier, a été l'occasion de revenir sur l'état catastrophique de la marine russe. Or, justement l'accident n'est a priori pas à mettre sur le compte de cet état déplorable des unités navales russes. C'est un des paradoxes de cette marine : le Koursk était un bâtiment très moderne, parfaitement entretenu, qui était probablement au moment du naufrage en train de se disposer à tirer une torpille de conception récente, aux caractéristiques très innovantes<sup>24</sup>. Ce sous-marin, et quelques autres unités de la marine russe, incarnent le maintien d'un savoir-faire unique, capable de rivaliser, voire de distancer les Américains dans certains domaines<sup>25</sup>, mais la marine dans sa globalité n'offre plus assez de jours de mer à ses équipages pour maintenir un niveau d'entraînement crédible. La situation de la marine russe est singulière. Elle possède des navires de haute technicité, modernes et très performants, certes en plus petit nombre qu'au temps de la guerre froide, mais de grande valeur, au sein d'une flotte disparate et obsolète - héritée de la marine construite par l'amiral Gorchkov - dont beaucoup de navires ne naviguent plus par manque d'entretien. La Russie possède aussi une capacité d'innovation très remarquable dans le domaine de la construction navale militaire et des armements, se veut de plus en plus conquérante à l'exportation mais laisse à l'abandon des

---

<sup>24</sup> La torpille hypervélocité Shkval, véritable missile sous-marin, capable d'atteindre plus de 200 nd en immersion.

<sup>25</sup> Outre des prouesses technologiques comme la torpille hypervélocité (cf. note précédente), la marine russe est par exemple la seule à pouvoir mettre en œuvre des avions de chasse embarquée de plus de 20 tonnes sans catapulte.

chantiers très ambitieux comme celui du Varyag, sistership du Kuznetsov, démantelé après avoir été construit à 70%, dans un chantier ukrainien<sup>26</sup>.

La reprise en main est cependant lancée, tant en ce qui concerne l'achèvement des navires sur cales, qu'en matière d'entraînement et de doctrine navale. L'amiral Kuroyedov, chef d'état-major de la marine a rendu publique en début d'année une nouvelle doctrine navale, montrant par là qu'après dix ans de vide doctrinal et de laisser-aller, le cap allait être de nouveau fixé sur un objectif accessible. Cette doctrine frappe par sa modestie et son apparent conservatisme (au volume de forces près). La prééminence de la composante stratégique nucléaire est réaffirmée. Un plan de construction à 5 ans est établi, mais la production en masse de navires de guerre est présenté comme irréaliste, selon l'amiral qui ajoute qu'un préalable au lancement de programmes ambitieux de renouvellement de la flotte, est de recouvrir un niveau d'entraînement convenable des équipages, et la restauration d'une meilleure fiabilité des bâtiments. La reconstitution d'une marine puissante, de haute mer, aux ambitions mondiales, est clairement affichée comme une préoccupation essentielle du gouvernement russe, mais sans précipitation.

Le président Poutine lui-même s'est personnellement engagé dans l'entreprise de reconstruction de la flotte, en exprimant son intérêt pour les questions maritimes et en soutenant la démarche de l'amiral Kuroyedov. Il affirme en effet que « le pays ne peut rester sans marine s'il veut jouer un rôle mondial »<sup>27</sup>. Quant à sa vocation océanique et à ses ambitions de pouvoir être présente sur toutes les mers du globe, elle est illustrée par l'entretien ou la remise à niveau des deux grandes bases dans les mers chaudes de Cienfuegos à Cuba et Cam Ranh au Vietnam.

---

<sup>26</sup> PREZELIN Bernard, *FLOTTE DE COMBAT 2000*.

<sup>27</sup> GURFINKIEL Michel, « Le pavillon russe en berne », *Valeurs Actuelles*, 25 août 2000.

## **Troisième partie**

### **Les modes d'action**

Dix ans après l'effondrement de l'URSS, ayant perdu des accès à la mer en Baltique, en mer Noire et en Caspienne, la Russie revit une situation d'enclavement. Elle motiva par le passé une politique d'expansion qui fut beaucoup reprochée tant aux Tsars qu'à l'Union soviétique, abusivement considérée comme un caractère propre d'un mode d'action russe. Aujourd'hui cependant tout, son histoire comme les enjeux économiques et stratégiques qui y sont liés, l'incline à la reconquête de sa puissance maritime sous ses aspects littoral, militaire et commercial. Les voies qu'elle va suivre sont en revanche ouvertes : du retour à l'usage de la force jusqu'à la mise en œuvre d'une diplomatie modérée respectueuse des traités et des équilibres de l'après-guerre froide, le ou les modes d'action que la Russie va choisir sont d'abord liés au régime qui va s'imposer au Kremlin, avant de l'être aux ambitions de cet immense géant à peine émancipé de son passé communiste. Le contexte géopolitique marqué par une prééminence des États-Unis dans toutes les régions limitrophes de la Fédération de Russie sera aussi un élément décisif qui pèsera sur les choix du gouvernement russe dans les années à venir.

#### **3.1 Les voies possibles.**

##### **3.1.1 La voie impérialiste**

La voie impérialiste est la plus redoutée par les observateurs et les gouvernements de tous les pays développés. Elle irait de pair avec un retour à l'ordre ancien, soviétique, une reconstitution de la sphère d'influence de l'URSS, et un retour aussi aux méthodes fortes employées par le pouvoir communiste vis-à-vis de ses satellites « turbulents ». La reconquête des États baltes, le retour de l'Ukraine, voire de la Géorgie dans le giron de la Fédération, la soumission des pays riverains de la mer Caspienne à la loi du plus fort, et l'enterrement des revendications japonaises sur les îles Kouriles seraient les passages obligés de cette reconquête

autoritaire des rivages tant désirés. Cette perspective, contre laquelle certains commentateurs mettent en garde l'Occident libéral, accusé de laisser faire<sup>28</sup>, n'est cependant guère probable.

Depuis la fin de l'URSS, le monde a profondément évolué en matière de relations internationales. La tutelle soviétique n'est plus qu'un souvenir, balayée en Europe par le libéralisme venu d'Outre-Atlantique et dont l'Union Européenne est en matière économique une adepte zélée ; tandis que dans les pays du Caucase et de l'est de la Caspienne, l'Islam et les sociétés pétrolières (souvent américaines) ont pris la place laissée vacante par le géant communiste. La CEI, si elle demeure, n'a pas démontré au cours de ses dix ans d'existence une grande crédibilité. Imaginer dans ce contexte d'émancipation des anciens états du bloc soviétique un retour à l'ordre ancien est peu réaliste, sans compter la réelle, quoique difficilement quantifiable, émancipation des peuples et de leurs opinions publiques.

Le potentiel militaire russe n'a pas disparu, mais beaucoup diminué. Cette évolution a cependant été plus subie que planifiée, et fut souvent mal conduite. La cohérence de l'armée russe est aujourd'hui au cœur de la volonté affichée par le pouvoir de la restructurer. Elle n'est cependant pas en mesure, quelque soit l'armée considérée, de recommencer des opérations de coercition et de maintien de l'ordre qui étaient l'apanage de l'Armée Rouge. Les difficultés rencontrées par l'armée russe pour contrôler la Tchétchénie et s'imposer face à une guerre mêlant la guérilla urbaine et les actions terroristes illustrent cette incapacité. Le conflit tchétchène n'est à ce titre pas une exception, mais plutôt une forme moderne d'affrontement « du faible au fort », à laquelle les stratèges russes devront trouver des réponses doctrinales en vue de mener enfin une restructuration efficace de l'outil militaire qui demeure imposant.

La présence de l'OTAN, étendue à d'anciens pays du Pacte de Varsovie – comme la Pologne – est un élément qui va aussi à l'encontre de la crédibilité d'un nouveau « péril russe ». Renforcée par ses nouveaux adhérents, et par les perspectives d'adhésions futures (comme la Lituanie), l'Alliance est un obstacle considérable à une volonté russe de reconstituer, sous une forme autoritaire, un glacis sur ses frontières, ou même de reconquérir un littoral russe sur la Baltique, aux dépens des États baltes...

---

<sup>28</sup> BESANÇON Alain, « Poutine est-il dangereux ? », *Le Figaro*, 24 janvier 2001.

Enfin, les structures de l'État russe sont à reconstruire puis à consolider, il est très peu probable qu'il puisse à courte échéance se lancer dans une politique ouvertement agressive et impérialiste à l'égard d'anciens états d'URSS ou d'autres.

### 3.1.2 La stratégie d'influence

Entre l'interventionnisme appuyé sur la force militaire et la passivité diplomatique, il existe encore bien des chemins possibles à la Russie pour faire triompher ses intérêts. La reconquête des accès à la mer peut emprunter une voie moins agressive, mais tout aussi ambitieuse, visant par exemple à la reconstitution, par le jeu d'alliances ou d'accords diplomatiques plus ou moins forcés, de la sphère traditionnelle d'influence de la Russie. Des succès diplomatiques sont à la portée d'un pouvoir russe à la forte tradition de politique étrangère, qui remonte bien avant l'époque soviétique.

La politique américaine et l'hégémonie de fait qu'exercent les États-Unis sur le monde suscitent un anti-américanisme latent dans de nombreuses régions du globe. Certes, il existait déjà au temps de la guerre froide et Moscou ne se gênait pas pour l'instrumentaliser. La Russie pourrait être tentée de le fédérer et de constituer un front anti-Washington sur des bases idéologiques un peu différentes de celles qui motivaient la lutte de l'URSS contre le monde capitaliste. Le danger de ce mode d'action, dans le contexte actuel de suprématie américaine mondiale, est le retour à une forme de guerre froide larvée dont on mesure qu'elle pourrait dégénérer rapidement. L'hégémonie américaine n'est pas à discuter : c'est un fait. La contre-carrer n'est pas dans l'intérêt de la Russie aujourd'hui. Car dans l'état actuel des choses, car cette hégémonie est le fruit d'une puissance militaire mais surtout économique, ce que la Russie n'est pas en mesure de discuter. La Russie encore affaiblie, a besoin et dépend des États-Unis dans des domaines essentiels, mais aussi dans des secteurs plus particuliers mais hautement symboliques comme le démantèlement des installations nucléaires par exemple.

La reconstitution d'une zone d'influence n'est pas non plus exempte de difficultés, pour toutes les raisons décrites au paragraphe précédent (la voie impérialiste), mais aussi en raison de ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation. La fragilité des économies nationales, en particulier celle des pays en voie de développement, l'interdépendance des économies, terme ambigu derrière lequel se dissimule souvent la loi du plus fort (encore les États-Unis !), sont

autant de caractéristiques du marché mondial qui rendent beaucoup plus aléatoire qu'il y a dix ans la domination d'un pays sur les autres, le cas américain mis à part. Or, les anciens pays ou états de l'URSS sont pour beaucoup fragiles, et s'ils ont des ressources, sont courtisés par les états les plus riches via des sociétés puissantes. La Russie n'a pas beaucoup d'arguments à faire valoir à ces pays qui sont souvent jaloux de leur jeune indépendance. Les gagner à la cause russe est une véritable gageure pour la diplomatie moscovite.

Les obstacles qui s'opposent à une politique d'influence sont nombreux et la Russie n'est guère armée pour les surmonter.

### 3.1.3 La voie du partenariat

Une troisième voie reste à explorer. Plus modeste dans son application, elle ne l'est pas forcément dans ses ambitions, si ce n'est par la durée de sa réalisation. Elle ne vise plus à reconstituer l'empire ni à rechercher le leadership sur une partie du monde contre la puissance en place. Pragmatique et raisonnable, elle est sage et prudente sans être nécessairement timorée. Elle repose sur le partenariat, terme qui traduit bien l'équilibre d'une alliance de gré à gré. Un tel mode d'action, auquel sont condamnés la plupart des nations ne possédant ni armée puissante ni zone d'influence traditionnelle, est-il concevable pour la Russie ?

La Russie côtoie l'Europe et l'Asie, et même l'Amérique. Elle est riveraine du Pacifique. Elle a plus de vingt pays limitrophes. Cette situation géographique exceptionnelle lui permet de participer à de très nombreuses organisations et conférences internationales sous l'égide de l'ONU ou régionales à la périphérie de son immense territoire, non plus comme grande puissance tutélaire mais comme membre de droit. En s'y comportant comme un membre actif mais respectueux des autres participants, elle trouve ainsi une audience internationale exceptionnelle où elle peut sans s'imposer faire entendre sa voix et connaître ses positions.

Les tentations anti américaines évoquées plus haut peuvent par ailleurs pousser certains pays à se rapprocher de la Russie, en réaction. Conscient des risques, Moscou peut jouer ici une diplomatie plus fine sans affronter Washington mais en jouant un rôle de modérateur ou de conciliateur entre les États-Unis et les pays en froid. Cette modération lui assurerait la crédibilité internationale que son passé soviétique, et les dix ans d'instabilité politique qui ont suivi, lui ont fait perdre.

Un tel comportement sur la scène internationale est possible en Russie. Le besoin de crédibilité l'y pousse : la puissance déchue doit se refaire une virginité. L'existence d'une opinion publique qui était muselée sous le communisme et qui trouve aujourd'hui à s'exprimer, contribue aussi à une certaine sagesse diplomatique. Le peuple russe, humilié et souffrant, peut exiger de ses gouvernants qu'ils réhabilitent leur pays devant la face du monde. Le renouveau spirituel enfin que connaît la Russie va dans ce sens d'une moralisation de la vie politique, à l'intérieur comme à l'extérieur. Puisque c'est en s'émancipant de cette tutelle spirituelle que les pouvoirs russes successifs de l'Empire et du communisme ont cédé à ces démons impérialistes qui leur sont associés, les circonstances actuelles d'un retour au religieux dans la société russe sont très favorables à une évolution vers une forme de partenariat. Loyalisme, respect des traités, seront alors les indicateurs que la Russie a vraiment changé.

### **3.2 La méthode Poutine**

Les décisions du président Poutine tranchent avec celles de Boris Eltsine dont les presque dix ans de mandat ont été marqués par une déliquescence de l'économie russe sous les coups désordonnés d'une mafia toute puissante, d'un pouvoir corrompu, et d'influences étrangères. Le nouveau pouvoir gouverne avec une fermeté et une autorité que les Russes avaient sans doute un peu oubliées. Peut-être doit-on d'ailleurs y voir là l'un des éléments sur lesquels se fonde la popularité incontestable du président Poutine et partant sa légitimité... Il n'en reste pas moins que cette fermeté prend parfois des formes ambiguës qui motivent à l'évidence l'inquiétude occidentale. En politique intérieure, l'action de l'armée russe en Tchétchénie est évidemment la principale pomme de discorde. On se souvient du froid diplomatique entre la France et la Russie qui suivit l'élection de Vladimir Poutine et qui trouvait son origine dans la différence d'appréciation de Paris vis-à-vis de Moscou quant au comportement présumé de l'armée russe dans ce conflit. Le président russe désigne clairement du nom de terroristes les membres de la guérilla tchétchène, il justifie ainsi la légitimité de son action, néanmoins il a plusieurs fois rappelé à l'ordre les responsables militaires en critiquant assez vivement les méthodes employées et le manque de résultats sur le terrain. Cette position a semblé aux chancelleries occidentales plus compatibles avec les principes internationaux : le dialogue a été renoué. En matière de politique étrangère, le président russe a ravivé les liens avec d'anciens amis de l'époque

communiste restés au ban des nations comme Cuba ou la Corée du nord, il a visité l'Inde, consolidé les liens avec l'Ukraine et la Biélorussie, avec les pays musulmans de « l'étranger proche »<sup>29</sup> comme l'Ouzbékistan (mai 2000), le Turkménistan (en août) et le Kazakhstan (en octobre) et tout récemment avec l'Iran (mars 2001)<sup>30</sup>. Il a affiché sa détermination de ranimer une CEI considérée souvent comme une coquille vide, avec par exemple la proposition de créer une force commune de réaction rapide – à l'instar de celle que l'Union Européenne est en train de mettre sur pied – faite en juin 2000 lors de la session du conseil des douze ministres de la défense de la CEI à Moscou. Il a enfin renoué spectaculairement avec la Chine<sup>31</sup>. Il donne ainsi l'impression de vouloir s'imposer comme un partenaire privilégié dans des zones parfois mal vues du reste du monde, entretenant l'idée que sa politique étrangère n'a guère d'états d'âme et ne s'appuie pas sur les mêmes valeurs – démocratiques - qu'il fait pourtant profession de partager avec le monde développé... Cette ambiguïté est largement renforcée par des décisions symboliques en politique intérieure comme la reprise de l'hymne soviétique (seulement la musique...) ou encore la confiance qu'il accorde à d'anciens fonctionnaires du KGB en les

---

<sup>29</sup> C'est ainsi que les Russes nomment les anciens états de l'URSS, aux frontières communes avec la Fédération.

<sup>30</sup> En mars 2001, Vladimir Poutine a reçu à Moscou le président de la république islamique d'Iran, M. Kathami : à cette occasion les États-Unis ont manifesté leur inquiétude devant le soutien officiel ainsi accordé à un état considéré comme hostile vis-à-vis de Washington.

<sup>31</sup> La politique extérieure chinoise est souvent déroutante, en particulier vis-à-vis des États-Unis, mais aussi de la Russie qu'elle cherche généralement à ménager, mais qu'elle sait critiquer aussi avec une certaine virulence. Durant le second mandat de l'administration Clinton, une offensive de rapprochement avec Pékin a été tentée par les États-Unis : la question de la « clause de la nation la plus favorisée » ayant été dissociée de celle de droits de l'homme (devenue casus belli après les événements de la place Tien An Men en 1989), Washington espérait en recueillir des dividendes sous la forme d'un certain partenariat, pour le maintien de la paix, voire d'une co-gestion américano-chinoise des facteurs de crise en Asie. La réponse chinoise ne fut pas, c'est un euphémisme, à la hauteur des espérances américaines. C'est à un rapprochement sino-russe que le monde a pu assister : au cours des années 90, les échanges commerciaux et en particulier les ventes d'armes de plus en plus sophistiquées de la Russie vers la Chine se sont multipliées. Il serait même question d'une coopération pour des programmes de défense anti-missiles (en réponse à la NMD). Vladimir Poutine, alors premier ministre, déclarait publiquement au président chinois Chiang Tse-min, en septembre 1999 : « Le gouvernement russe considère que dans la situation internationale présente, la Russie devrait établir avec la Chine un partenariat stratégique dans tous les domaines » (Agence Chine nouvelle, 12.9.99). Les facteurs de rapprochement sont apparus très forts entre les deux pays, dont l'essentiel est leur commune hostilité à l'hégémonie américaine.

nommant à des postes clé. La lutte publique et fortement médiatisée contre les oligarques patrons de groupes de presse importants<sup>32</sup> et réputés indépendants vient encore ajouter à la charge du nouveau pouvoir. Tous ces éléments contribuent naturellement à renforcer l'idée que le pouvoir russe prend un mauvais tournant et veut retrouver sa position dominante sur l'échiquier mondial, en recourant aux méthodes éprouvées du passé.

En ce qui concerne les théâtres maritimes de la Baltique, de la mer Noire, l'élément le plus significatif de la politique russe est l'opposition vigoureuse exprimée par les autorités de Moscou contre l'élargissement de l'OTAN. En Baltique, les trois États Baltes, dont une partie de la population est russe, sont ainsi pris en otage entre les États-Unis, qui poussent à l'élargissement, et la Russie qui s'y oppose. En mer Noire, la situation est nettement plus favorable à Moscou, après le rapprochement spectaculaire avec Kiev<sup>33</sup>, qui permet à la Fédération de Russie de retrouver quelques espoirs de conserver des alliés en mer Noire, ainsi que des facilités d'accès maritimes. La Géorgie elle-même ne revendique plus aussi ouvertement son adhésion à l'OTAN qu'il y a quelques années: le président Chevardnadze, ancien chef de la diplomatie soviétique, semble désormais préférer la neutralité. En Asie centrale enfin, la rencontre récente, le 19 mars 2001, de Vladimir Poutine avec le président iranien Mohammed Khatami a permis d'aplanir un différend sur le statut de la mer Caspienne, et les deux présidents ont accepté d'œuvrer pour que les nations riveraines trouvent un accord avant d'afficher des positions nationales inconciliables<sup>34</sup>. Les conséquences de telles avancées diplomatiques peuvent être considérables pour les compagnies pétrolières internationales et leurs concessions : les États-Unis peuvent ainsi se trouver directement concernés sans avoir de moyens politiques d'intervenir dans ces accords de pays souverains.

La présentation de la politique menée par Vladimir Poutine ne serait pas complète sans une allusion à son engagement religieux. C'est sûrement le point qui le différencie le plus non

---

<sup>32</sup> Vladimir Goussinsky et Boris Berezovski, tous deux exilés en Europe et sous le coup d'inculpation par la justice russe.

<sup>33</sup> La visite récente de Vladimir Poutine à Léonid Koutchma a été l'occasion de rappeler les liens importants entre les deux pays.

<sup>34</sup> La mer Caspienne, en tant que mer fermée, et compte tenu de sa superficie, n'est pas soumise aux mêmes règles de séparation des zones maritimes telles que les définit la convention de Montego Bay. La présence de gisements prometteurs d'hydrocarbures a créé une concurrence vive entre les pays riverains, dont profitent les compagnies pétrolières multinationales.

seulement de ses prédécesseurs, mais de la plupart des chefs d'état étrangers, notamment occidentaux. Car sa politique intérieure s'appuie beaucoup sur le fait religieux : il encourage l'instruction religieuse dans les écoles, renoue avec les autorités spirituelles, exalte souvent le passé et la tradition chrétienne de la Russie... Mais il ajoute à cette démarche, qui pourrait n'être considérée que de pur opportunisme, un engagement personnel qui la renforce considérablement. Il est intéressant de voir avec quel circonspection les observateurs de la vie politique russe accueillent la conversion affichée de l'ancien fonctionnaire du KGB communiste<sup>35</sup> ! Sa sincérité est explicitement mise en question. Quoiqu'il en soit, la coopération de la plus haute autorité de L'État avec les autorités spirituelles est un fait majeur qui consolide incontestablement son pouvoir, contribue à la renaissance d'un fort sentiment national<sup>36</sup>, et éclaire d'un jour nouveau certains aspects de la politique russe<sup>37</sup>. La visite que fit Vladimir Poutine au Pape en juin 2000, quelques semaines après avoir été élu à la tête de l'État, révèle un aspect inattendu de sa politique . Il y exprime sa conviction du rôle particulièrement important du Saint-Siège « dans le processus d'intégration entre l'Orient et l'Occident ». Cette préoccupation met en perspective les ambitions profondes de ce président qui s'affiche ouvertement chrétien, et qui regrettait à l'issue de cette visite le « contentieux ouvert entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique ». Il semble résolu à œuvrer pour le réduire et le surmonter, conscient néanmoins de son impuissance du moment. On ne peut mieux illustrer la profonde évolution que vit la Russie qu'en relatant ces événements passés totalement inaperçus. Le retour au religieux, jusqu'à la tête de l'état, annonce-t-il un renouveau spirituel et partant un redressement moral de la société russe ? c'est vraisemblable. Va-t-il pour autant s'accompagner d'une nouvelle manière – chrétienne - de mener les affaires du pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ? C'est tout l'enjeu du mandat présidentiel du président Poutine.

Ces actions suscitent des interprétations très diverses où la subjectivité a la plus grande part. Une première interprétation, alarmiste, tient pour acquis que les actes du président Poutine

---

<sup>35</sup> LAMBROSCHINI Charles et de SAINT EXUPERY Patrick, interview de Vladimir Poutine, *Le Figaro*, 26 octobre 2000.

<sup>36</sup> Les cérémonies religieuses organisées à l'occasion de la perte du Kursk ont manifesté l'attachement populaire à la tradition orthodoxe et à la fierté nationale.

<sup>37</sup> LOUPAN Victor, *Le défi russe*, Éditions des Syrtes, Paris ; 2000, pp.133-155.

sont motivés par un désir de revenir à un régime fort, intolérant vis-à-vis de la critique et aux ambitions impérialistes sans équivoque malgré les déclarations apaisantes des autorités russes. Ces déclarations sont systématiquement considérées comme relevant de la langue de bois et de la pure rhétorique marxiste. Le président Poutine est présenté comme un homme froid, distant, insensible aux malheurs de son peuple. Chaque intervention diplomatique est l'objet d'une analyse critique des arrière-pensées qui pourraient s'y cacher. Sa popularité dans les sondages d'opinion est même présentée comme suspecte, voire comme un élément favorable à l'installation d'un pouvoir autoritaire. Cette approche très critique est celle des milieux de l'intelligentsia libérale dite « anticommuniste »<sup>38</sup> qui ont l'oreille des grands médias occidentaux.<sup>39</sup>

Une autre interprétation, plus optimiste, voit dans les décisions du nouveau pouvoir russe une reprise en main nécessaire d'un pays à la dérive. Bienveillante vis-à-vis du nouveau pouvoir, elle lui accorde un préjugé favorable. Le retour à l'ordre est un préalable indispensable avant d'entreprendre les réformes de fond dont le pays a un urgent besoin. La diplomatie active et sans préjugé de la Russie dans les pays parias est un retour sur la scène internationale délaissée au cours des dix ans de transition qui viennent de s'achever. Cette position est celle des milieux orthodoxes de Russie<sup>40</sup> qui derrière l'Église reprennent une place considérable au sein de la société russe.

### **3.3 L'attitude de l'Europe**

La Russie pose aujourd'hui au monde un défi. En pleine croissance, à peine émancipée de son passé soviétique – trop récent dans les mémoires pour chasser toute circonspection – et sortant tout juste d'un nouveau « temps des troubles » qui l'a vue tomber de sa position dominante à celle d'état malade corrompu et gangrené par les mafias, la Fédération de Russie opère sous l'autorité inattendue de son président un redressement spectaculaire. Sera-t-il durable et fondé sur des valeurs compatibles avec celles de la plupart des pays du monde ? Une chose est sûre, l'équilibre mondial dépend de la stabilité et de la puissance de la Russie future ainsi que de

---

<sup>38</sup> LOUPAN Victor, *op.cit.* p.146-147.

<sup>39</sup> BESANÇON Alain, *op.cit.*

<sup>40</sup> LOUPAN Victor, *op.cit.* chap.8, pp.133-155.

sa politique étrangère. Dans cette perspective, l'Europe doit prendre position et adopter une ligne claire et sans équivoque.

Dans sa relation avec la Russie, se joue la crédibilité de l'Europe politique, parce que derrière la relation bi-latérale s'impose un jeu à trois plus complexe, avec les États-Unis. La Russie aujourd'hui a des ambitions. Elle va sans doute chercher à les accomplir, dès qu'elle estimera avoir retrouvé assez de puissance pour s'imposer. A moins qu'elle n'adopte une autre voie. Peut-être la voie de Vladimir Poutine en est-elle une, entre la reconstitution d'une zone d'influence privilégiée et une diplomatie fondée sur le partenariat, elle est assurément ambitieuse quoique réaliste.

Malgré presque cinquante ans de vie commune, les pays européens ne semblent guère prêts à adopter une unanimité, même de façade, vis-à-vis de Moscou. Trop d'intérêts nationaux sont en jeu. Les relations établies progressivement par le président russe avec ses partenaires européens l'illustrent bien : la bienveillance affichée avec le premier ministre britannique puis avec le chancelier allemand a par exemple contrasté avec la froideur de la relation franco-russe. Pourtant l'intérêt de l'Europe comme de la Russie est d'établir un rapport équilibré, fondé sur une confiance réciproque. En outre, les motifs de rapprochement semblent plus nombreux que ceux qui divisent.

C'est autour de ceux-là que peut s'établir une relation forte et durable. Il y a la prospérité économique, qui passe par une coopération étendue des acteurs, le développement d'échanges commerciaux, des investissements. Sur ce seul plan économique, l'intérêt des pays européens est d'investir en Russie, les entrepreneurs allemands ne s'y sont d'ailleurs pas trompés qui ont pris d'assaut le marché russe<sup>41</sup>. Sur le plan militaire, la coopération est inexistante ou presque. Elle se borne à des échanges plus diplomatiques que réellement militaires. La connaissance mutuelle serait facilitée par des exercices menés en commun : l'armée russe est méconnue et objet de nombreuses idées toutes faites.

La relation entre l'Europe et les États-Unis est sans doute le seul obstacle, mais de taille ! au rapprochement russo-européen. L'OTAN cristallise les craintes russes de passer pour le premier « rogue state », malgré les assurances que donne Vladimir Poutine. L'Alliance divise

---

<sup>41</sup> « Dans la seule ville de Moscou, on dénombre aujourd'hui près d'un millier de sociétés allemandes, sept cents entreprises russo-allemandes, quatre cents filiales à capital allemand ». De PLUNKETT Patrice, « Qui a peur du grand méchant ours ? », *Spectacle du monde* n°462, novembre 2000.

aussi les pays européens dont certains veulent construire une défense européenne, pour s'émanciper des États-Unis, tandis que d'autres veulent renforcer l'OTAN et revendiquent la tutelle américaine. Le cas de la Turquie est exemplaire : il montre la fragilité de la cohésion européenne face aux ambitions américaines. Les États-Unis sont depuis longtemps partisans de l'entrée d'Ankara dans l'UE, à l'encontre de la plupart des pays européens qui n'osent pourtant s'y opposer ouvertement. Pour la Russie, la Turquie dans l'OTAN, c'est une mer Noire américaine. Si Ankara entre dans l'Europe, c'est le visage de l'Europe qui « s'américanise ». L'intérêt des Américains à soutenir cette candidature est ambigu. L'Europe apparaît là prise entre deux influences contradictoires. Récemment la NMD a rapproché les points de vue – et a priori les intérêts – des Russes et des Européens, détenteurs de l'arme nucléaire notamment. La volonté américaine de développer ce système très ambitieux, pour protéger le sanctuaire, et un peu plus..., des éventuelles attaques nucléaires des pays « voyous », risque en effet de réduire à néant la crédibilité de la dissuasion nucléaire des pays qui en possèdent<sup>42</sup>. Les Russes contestent la volonté américaine en accusant Washington de vouloir relancer la course aux armements, et de rompre avec le traité ABM de 1972. La position française est très proche de la position russe...

En matière politique, la ligne américaine imposée à l'Europe par l'impuissance de l'Union, incapable – ou empêchée - d'en avoir une propre, est contestée. Dans les Balkans, la position russe, qui semble fondée sur une solidarité slave, peut trouver une audience favorable au sein des pays européens, exaspérés par la versatilité américaine. Le besoin d'une diplomatie capable de faire face et de s'opposer à la diplomatie de Washington est avéré : la Russie a là un rôle à jouer<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup> La France, L'Angleterre, La Chine.

<sup>43</sup> La récente invitation du président Poutine à la réunion des chefs d'état européens à Stockholm en mars 2001, pour traiter en concertation du problème macédonien, en l'absence des Américains, est peut-être le début d'une émancipation de la diplomatie européenne.

## Conclusion

La Russie impériale est sortie en 1613 de quinze années d'anarchie et de misère, avec l'élection de Michel III Romanov, premier tsar d'une dynastie qui devait durer 300 ans. La Russie post-communiste, va-t-elle sortir de dix années de gabegies et de scandales par un même processus ? Les nouveaux « temps des troubles » qui s'achèvent peut-être, vont-ils voir le couronnement d'un nouveau maître au Kremlin précurseur d'une période de stabilité ?

C'est cette volonté de stabilité qui conduit le gouvernement russe à surveiller les différents théâtres maritimes, tant pour l'instauration d'une économie solide que pour la recherche d'une paix durable, autour de mers où tant de pays frontaliers ont des intérêts divergents. L'expression de la puissance maritime de la Russie ne sera plus d'être omniprésente ou surpuissante, mais adaptée à des ambitions nouvelles : participer à la stabilité du monde sans être vassal des États-Unis, servir de contrepoids à une balance déjà fortement inclinée vers l'Ouest, redevenir un interlocuteur valable.

L'accession au pouvoir de Vladimir Poutine marque incontestablement une rupture nette avec les dix ans de désordre qui ont marqué l'ère Eltsine. On peut dire que la Russie s'est enfin libérée du fardeau d'un passé oppressant, s'est émancipée de la tare du communisme, tout en en conservant malgré elle certaines lourdeurs. Une voie, des objectifs sont enfin tracés et clairement définis : en cela la période transitoire « eltsinienne » est achevée.

L'interprétation en Occident de cette politique très volontariste reste globalement très critique, défavorable, soupçonneuse à l'égard de l'équipe aux commandes. Mais elle est discutable : le retour aux vieux démons ne semble pas inéluctable, et je me demande si cette erreur d'interprétation n'est pas liée à cet amalgame commode que font beaucoup de nos contemporains entre le régime impérial des Tsars et le régime impérialiste des Soviets.

Cette Russie de Poutine réalise en quelque sorte mieux que je n'aurai pu l'exprimer le mode d'action le plus équilibré dans le contexte géopolitique du moment.

- Annexe 1 -

La Fédération de Russie après la guerre froide



— littoral d'ex-URSS qui a échappé à la Fédération de Russie.

- Annexe 2 -

Le théâtre Baltique



© 2000 Microsoft Corp. Tous droits réservés.

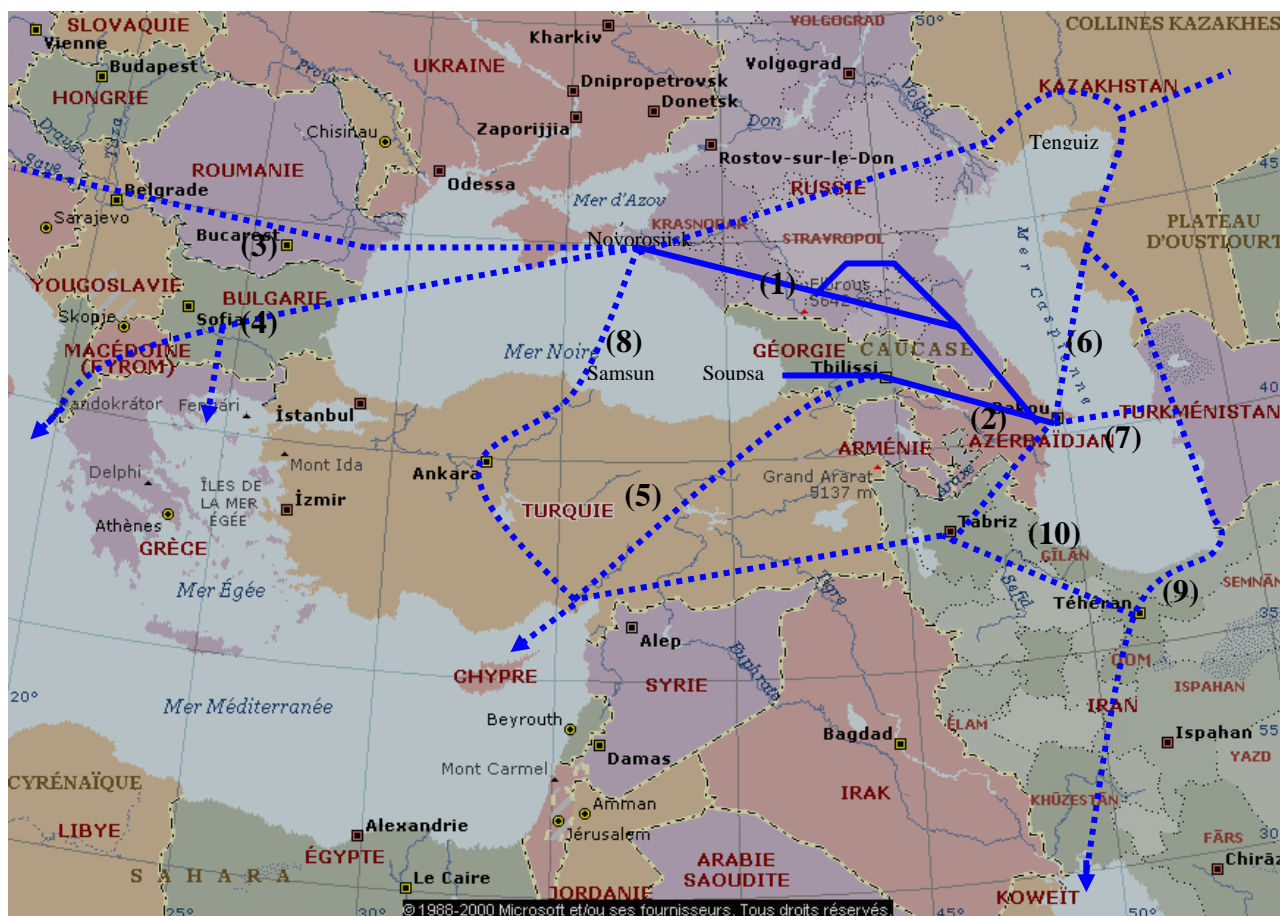
**- Annexe 3 -**

**Mer Noire**



## - Annexe 4 -

### Oléoducs et gazoducs autour de la Caspienne



#### Légende :

—— Oléoducs/gazoducs existants    ..... Tracés envisagés

- (1) Oléoduc BAKOU-NOVOROSIISK, a dû être détourné au nord de Groznyï
- (2) Oléoduc BAKOU-SOUPSA (Géorgie) : il inquiète la Russie
- (3) et (4) Projets de ravitaillement de l'Europe : évitent le Bosphore (Ankara a protesté contre le trafic de pétroliers)
- (5) Oléoduc BAKOU-CEYHAN (en Turquie). Projet américain.
- (6) et (7) Oléoducs sous-marins en vue de rentabiliser le n°5 en lui adjoignant les productions du bassin de TENGUIZ et du Turkménistan.
- (8) Gazoduc Blue stream construit par la Russie en accord avec les Turcs
- (9) et (10) Oléoduc/gazoduc qui ont les faveurs de Téhéran. Opposition des États-Unis.

**- Annexe 5 -**

**Les îles Kouriles et la mer d'Okhotsk**



© 2000 Microsoft Corp. Tous droits réservés.

- Annexe 6 -

L'océan Arctique



# Bibliographie

## Ouvrages

GALLOIS général Pierre-Marie, *Géopolitique, les voies de la puissance*, L'Âge d'homme, 2000.

LOUPAN Victor, *Le défi russe*, Éditions des Syrtes, Paris ; 2000.

DEL VALLE Alexandre, *Islamisme et États-Unis : une alliance contre l'Europe*, L'âge d'homme, 1999.

*Guerres contre l'Europe, Bosnie, Kosovo, Tchétchénie*, Éditions des Syrtes, 2000.

RUPP Monseigneur, *Héros chrétiens de l'Est*, Lethielleux, 1972.

SOLJENITSYNE Alexandre, *L'erreur de l'Occident*, Grasset ; 1980.

CHAUPRADE Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses, Paris ; 1999.

DULAIT sénateur André, *La nouvelle Caspienne, les enjeux post-soviétiques*, Ellipses, 1998.

## Ouvrages collectifs

*La flotte de l'Empire de Russie*, sous la direction de Valentin Michanov, directeur des Archives des forces navales de Russie, Saint Pétersbourg ; 1996.

*Atlas stratégique*, Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, Arthème Fayard ; 1983 - éditions Complexe ; 1994.

*Dictionnaire de géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thual, 2<sup>ème</sup> édition, Ellipses;1999.

*Flotte de combat 2000*, Bernard Prézelin.

*Quid 2001*, Dominique et Michèle Frémy, Robert Laffont ; 2000.

*Ramsès 2000*, sous la direction de Thibault de Montbrial et Pierre Jacquet, Dunod ; 2000.

## Articles de périodiques

Dans *Géopolitique*, 1996, n°54, les articles de :

BEHAR Pierre, « Problèmes éternels de l'éternelle Russie », pp 12-23

HELLER Michel, « La géographie russe », pp 4-11

SHERR James, « L'Ukraine, la Russie et l'Europe », pp 77-84

JOYAUX François, « Le face à face Moscou-Tokyo », pp103-104

Dans *Géopolitique*, 2000, n°72, les articles de :

GALLOIS Général Pierre-Marie, « Guerre pour l'énergie », pp 32-43

JOYAUX François, « Chine/États-Unis, un partenariat impossible », pp27-31

ROUBINSKI Youri, « Les États de l'Asie centrale face aux problèmes de l'islamisme »

### **Articles de presse**

GURFINKIEL Michel, « Le pavillon russe en berne », *Valeurs actuelles*, du 25 août 2000.

BESANÇON Alain, « Poutine est-il dangereux ? », *Le Figaro*, du 24 janvier 2001.

PERRIMOND Guy, *TTU Europe*, n°331 à 356 de septembre 2000 à mars 2001.

### **Sites Internet**

[www.russie.net/club](http://www.russie.net/club) (synthèse mensuelle sur l'économie russe)

[www.cdi.org/russia](http://www.cdi.org/russia) (revue de presse hebdomadaire sur la Russie)

[www.monde.diplomatique.fr/2000](http://www.monde.diplomatique.fr/2000)

## Table des matières

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>PREMIERE PARTIE.....</b>	<b>4</b>
<b>1 LA TRADITION RUSSE.....</b>	<b>4</b>
1.1 Une tradition impériale .....	5
1.1.1 Les origines .....	5
1.1.2 La construction de l'Empire.....	6
1.2 L'impérialisme soviétique .....	9
1.3 Une tradition maritime séculaire.....	10
1.4 Conclusion .....	13
<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b>14</b>
<b>2 LES ENJEUX .....</b>	<b>14</b>
2.1 La mer Baltique .....	14
2.2 La mer Noire .....	16
2.3 La mer Caspienne et l'Asie centrale.....	18
2.4 La mer D'Okhotsk, les îles Kouriles .....	20
2.5 L'océan Arctique .....	21
2.6 La flotte militaire .....	22
<b>TROISIEME PARTIE.....</b>	<b>25</b>
<b>3 LES MODES D'ACTION.....</b>	<b>25</b>
3.1 Les voies possibles.....	25
3.1.1 La voie impérialiste .....	25
3.1.2 La stratégie d'influence.....	26
3.1.3 La voie du partenariat.....	28
3.2 La méthode Poutine .....	29
3.3 L'attitude de l'Europe .....	33
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>36</b>